

Résumé d'évaluation

Évaluation à mi-parcours du projet de transitions vers l'agroécologie et un système alimentaire sûr (ASSET)

Pays : Laos, Cambodge, Vietnam et Myanmar

Thématique : Forêts et terres agricoles

Evaluateur: IRAM

Date de l'évaluation : Sept 2023 à Mars 2024 pour le financement de AFD/EU funding
(Janvier à Juin 2024 pour le financement du FFEM)

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CZZ2453 (AFD/EU)- CZZ2868 (FFEM)

Montants des financements : 12 M€ (AFD/EU) – 2,871 M€ (FFEM)

Taux de décaissement : au 31/12/2023, 48% (AFD/EU) – 51% (FFEM)

Signature de l'accord de financement : 13/07/2020 (AFD/UE) – 29/07/2021 (FFEM)

Date de fin : 30/09/2025 (AFD/UE) – 31/12/2025 (FFEM)

Durée totale : 62,5 mois (AFD/UE) – 53 mois (FFEM)

Contexte

Le secteur agricole des pays de l'Asie du Sud-Est se trouve à un carrefour entre les modèles agricoles conventionnels, qui dépendent largement des intrants chimiques et du capital, et les systèmes agroécologiques innovants. L'intensification continue de ces derniers conduit à une simplification des paysages agricoles, à la dégradation des terres, à l'épuisement de la biodiversité, et à l'augmentation des risques sanitaires pour les agriculteurs et les consommateurs. Au-delà de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécurité alimentaire devient une préoccupation croissante, notamment en raison des résidus élevés de pesticides et de la contamination des sols et des nappes phréatiques.

Un défi majeur pour la communauté de la recherche et du développement est de générer et de partager des connaissances contextualisées pour soutenir la transition d'un modèle d'intensification relativement standard et simple basé sur la Révolution Verte, vers une mosaïque de modèles de production (agroforesterie et diversification des cultures, intégration cultures-élevage, agriculture de conservation, etc.) avec des connexions de plus en plus diverses et renforcées aux systèmes alimentaires sûrs, y compris les chaînes de valeur domestiques et d'exportation.

Intervenants et mode opératoire

Le projet est mis en œuvre par un consortium de 24 partenaires, comprenant des partenaires nationaux, des instituts de recherche, des ONG et des universités. La coordination du projet est sous la responsabilité de GRET et CIRAD. Le projet a utilisé une approche basée sur la Théorie du Changement, la recherche-action, le réseautage, le plaidoyer politique, le développement des capacités, la sensibilisation et la communication pour atteindre l'objectif de promouvoir une vision partagée des transitions vers l'agroécologie (AE) et les systèmes alimentaires sûrs (SFS) en Asie du Sud-Est, tout en construisant des synergies entre les initiatives et les acteurs.

L'objectif du projet ASSET est de rendre les systèmes alimentaires et agricoles en Asie du Sud-Est plus durables, plus sûrs et plus inclusifs, en exploitant le potentiel de l'agroécologie (AE) pour les transformer. À la fin du projet, deux résultats clés sont visés :

1. Engagement des parties prenantes orienté vers l'impact dans la transition vers l'AE et les SFS : Le réseau de l'Alliance d'Apprentissage Agroécologique en Asie du Sud-Est (ALiSEA) deviendra un réseau autonome, géré par ses membres, et pourra partager une vision commune. Le centre de connaissances deviendra une ressource majeure pour fusionner l'engagement des parties prenantes et les initiatives au niveau régional.



2. Passage à l'échelle des innovations AE et SFS du niveau local au niveau régional :

Les processus d'innovation seront renforcés sur les sites phares, et des preuves solides sur leurs performances et impacts soutiendront les stratégies et processus politiques à plus grande échelle. Le dialogue politique aux niveaux national et régional (notamment au niveau de l'ASEAN) sera encouragé, renforcé, et mieux intégré aux enjeux sectoriels tout en soutenant les transitions vers l'AE et les SFS.

La composante de financement de l'AFD et de l'UE couvre un large éventail d'innovations AE, de techniques et de modèles de production.

La composante de financement du FFEM est davantage axée sur la séquestration du carbone dans les sols et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES). Elle implique un consortium de 5 partenaires et est prioritairement mise en œuvre au Cambodge.

Objectifs

L'objectif principal du projet était la surveillance et la gestion des risques côtiers en Afrique de l'Ouest et la promotion des « solutions douces » pour prévenir et protéger contre ces risques, à travers le renforcement d'un mécanisme de coopération régionale pour la génération et la diffusion d'informations et la mise en œuvre d'expériences pilotes.

Objectifs spécifiques

1. Le mécanisme d'observation pour la côte ouest-africaine dispose d'une coordination efficace.
2. La connaissance de la côte et des risques côtiers est améliorée, et les compétences des autorités nationales de gestion côtière sont renforcées.
3. Des actions pilotes pour promouvoir et mettre en œuvre des « solutions douces » sont entreprises au Bénin, au Sénégal et au Togo.
4. Les informations sur l'évolution des risques côtiers sont mises à disposition.

Appréciation de la performance (financement AFD/UE)

Pertinence

La pertinence générale du projet est bonne. Le projet aborde les principaux défis des secteurs agricoles et des transitions agroécologiques (AE). Il est pertinent pour les politiques au niveau national et pour les stratégies des parties prenantes et des bailleurs impliqués. Le projet repose sur une analyse approfondie du contexte.

Cohérence

La cohérence globale du projet est bonne. La cohérence entre les composantes et sous-composantes est très bonne, avec des activités visant à activer une variété de leviers pour les transitions AE et SFS dans trois sphères d'influence (publique, politique et technique/économique). Cependant, il existe une incohérence entre les objectifs globaux et spécifiques, qui sont davantage orientés vers le développement, et certaines sous-composantes, qui sont plus axées sur la recherche-action. De plus, la cohérence entre les niveaux d'intervention (local à régional) est encore en construction. L'unité de coordination du projet et l'approche participative contribuent à renforcer la cohérence des activités, bien que l'importance de ces tâches et les moyens alloués aient été sous-estimés lors de la conception du projet.

Efficacité

L'efficacité globale du projet est moyenne. La mise en œuvre a été retardée en raison de la pandémie de COVID-19, du processus de signature des MOU et de la nature complexe de la méthodologie participative de la Théorie du Changement. Toutefois, certains résultats clés peuvent être mis en avant, notamment pour le réseau ALiSEA et les activités ASSET au niveau local et national. De plus, le projet a réussi à se faire reconnaître comme un partenaire fiable pour le dialogue politique au niveau des ministères et de l'ASEAN. Cependant, en raison du temps restant pour la mise en œuvre, le projet ne parviendra probablement pas à atteindre tous les résultats attendus.

Effizienz

L'efficacité globale du projet est moyenne. Les principaux facteurs affectant l'efficacité sont : (i) le nombre élevé de partenaires (24) impliqués et leurs statuts, procédures et règles limitant la flexibilité de mise en œuvre, (ii) la faible allocation budgétaire pour les partenaires nationaux, limitant leur implication dans le projet, (iii) les limites des moyens en ressources humaines pour gérer et coordonner efficacement aux niveaux des sous-composantes, national et régional, (iv) des pratiques de mise en œuvre en silo (entre sous-composantes et pays) qui ne sont pas encore complètement surmontées et enfin (v) le manque de flexibilité des procédures des bailleurs. Malgré son cadre relativement rigide, le projet a montré une bonne capacité d'adaptation aux changements du contexte.

Impact

Il est trop tôt pour évoquer l'impact du projet ou même son impact potentiel à ce stade de l'évaluation, étant donné que la majorité des activités ont été mises en œuvre récemment (il y a moins de 2 ans) et que la logique d'intervention commence seulement à pleinement fonctionner. Le projet contribuera probablement à une meilleure compréhension de l'AE et au renforcement des capacités des parties prenantes locales et nationales. Au niveau des sites phares, il existe de bons signes de la contribution du projet à la diversification des systèmes de culture et à l'adoption de pratiques plus durables. Le projet contribuera également à une intégration plus forte des enjeux de l'AE et des SFS dans les politiques nationales et régionales.

Viabilité/durabilité

Comme pour les critères d'impact, il est très difficile d'analyser la durabilité à ce stade. Les résultats sont en cours de construction. Cependant, le projet accorde une grande attention à la construction d'une vision collective sur les transitions AE et à l'utilisation d'approches participatives avec les parties prenantes pour accroître les connaissances et la sensibilisation sur la transition AE et SFS. Cela devrait être des facteurs clés pour la durabilité. Au niveau local, cependant, le contexte politique actuel, les priorités diverses des acteurs de l'agriculture décentralisée ou des facteurs internes pourraient nuire à la durabilité.

Valeur ajoutée de l'appui AFD et FFEM

Le projet a été construit sur une vision à long terme et a été guidé par les expériences notables de l'AFD et du FFEM dans le soutien à la transition agroécologique dans le monde et en Asie du Sud-Est.

Recommandations & enseignements

À la fin de l'évaluation, la plupart des résultats attendus n'ont pas encore été atteints, mais le projet est pleinement opérationnel et la logique de mise en œuvre est entièrement appliquée. Le projet présente un contenu très riche et les activités ont un potentiel de résultats positifs. Le projet générera une grande quantité de données. Dans ce contexte, plusieurs recommandations ont été formulées par le consultant.

Tout d'abord, l'évaluateur souligne la nécessité d'une extension de la durée du projet : la plupart des activités nécessitent plus de temps pour obtenir des résultats solides et les partager de manière large, afin d'exploiter pleinement leur potentiel d'utilisation par une variété de parties prenantes et, par conséquent, pour un passage à l'échelle.

En matière de coordination et de gestion, l'évaluateur recommande d'intensifier la communication entre les responsables des sous-composantes, l'unité de coordination et les autres acteurs clés du projet. Il recommande également de porter une attention particulière à la coordination des activités au niveau des sites phares afin de développer des synergies entre les partenaires opérationnels.

En ce qui concerne les opérations, il recommande : (i) de se concentrer sur la capture des données/résultats des activités mises en œuvre en priorisant quelques sujets (à travers une réflexion collective) qui sont des éléments clés pour le projet. Les priorités doivent tenir compte du potentiel de développement de synergies entre les activités ou avec d'autres acteurs, du nombre de parties prenantes travaillant sur le sujet, du niveau d'innovation, de l'impact potentiel, et du lien avec la Théorie du Changement (ToC). (ii) de valoriser et de diffuser les résultats des activités mises en œuvre. Ces connaissances doivent aboutir à la production de notes techniques, de documents politiques ou de vidéos qui peuvent être largement diffusées aux praticiens, à la communauté scientifique, aux décideurs et au public global, et ne doivent pas être seulement valorisées par les partenaires individuels.

En matière de suivi et d'évaluation, l'évaluateur recommande de mettre l'accent sur la documentation des progrès et des résultats, en particulier au niveau local.

Concernant le processus de planification et de mise en œuvre, l'évaluateur recommande de continuer à soutenir les partenaires nationaux et à renforcer leurs capacités afin de faciliter l'appropriation du projet.



Appréciation de la performance (financement FFEM)

Pertinence

La pertinence générale du projet est bonne. Le projet aborde les principaux défis des secteurs agricoles et des transitions agroécologiques (AE). Il est pertinent pour les politiques au niveau national et pour les stratégies des parties prenantes et des bailleurs impliqués. Le projet repose sur une analyse approfondie du contexte.

Efficacité

La partie financée par le FFEM est globalement menée de manière efficace. Les progrès sont conformes aux objectifs initiaux et contribuent à la réalisation des résultats attendus dans le cadre du projet.

Cohérence interne

Il y a une bonne cohérence entre la partie financée par l'AFD/UE et la partie financée par le FFEM, ainsi qu'entre les sous-composantes au sein de la partie financée par le FFEM, grâce à un champ d'intervention plus restreint.

Valeur ajoutée

L'accent spécifique mis sur l'approche environnementale (séquestration du carbone et réduction des émissions de GES) complète l'approche globale adoptée par le projet ASSET dans son ensemble. La valeur ajoutée réside également dans la capacité à concevoir et tester de nombreuses innovations à différents niveaux (technique, économique, organisationnel). La taille raisonnable de la partie financée par le FFEM facilite sa mise en œuvre et sa coordination. Enfin, cela a un effet de levier en attirant des financements complémentaires pour des initiatives existantes.

Innovation

La partie financée par le FFEM a un caractère fondamentalement innovant, tant sur le plan des approches, des méthodes et des outils, que sur les connaissances générées. Les études de terrain en doctorat et post-doctorat présentent de nombreux aspects innovants par rapport aux travaux académiques existants sur le sujet des SOC et des GES (comme les essais à long terme, l'approche diachronique...).

Répliquabilité

La partie financée par le FFEM soutient certaines activités et outils qui pourraient être répliqués au-delà du projet ASSET (comme les mesures MIR ou les mesures de la santé des sols via Biofunctool, la base de données sur le carbone...). Les activités de renforcement des capacités contribueront à l'appropriation et à l'extension des approches développées par le projet.

Visibilité

La visibilité est assurée tant en interne qu'en externe.

Capacité d'apprentissage

Le principal enjeu jusqu'à la fin du projet réside dans l'apprentissage, la production de connaissances et les actions de partage des connaissances, qui sont prévues pour 2024 et 2025, et intégrées de manière cohérente dans le processus de capitalisation global du projet ASSET.

Réactivité & efficacité, flexibilité

Aucune contrainte majeure ni lacune nécessitant des changements significatifs n'a été remarquée. Malgré des retards dans le processus de signature des accords, la partie financée par le FFEM montre une bonne flexibilité et efficacité pour surmonter les difficultés rencontrées par le projet.

Recommandations & enseignements

L'évaluateur mentionne 3 principales recommandations :

- 1. Assurer la valorisation des connaissances produites par le projet :** Le principal enjeu pour le projet sera de valoriser ses résultats auprès d'un large public avant la fin du projet. Il est recommandé de continuer à publier les productions académiques. Il est également conseillé d'utiliser ces résultats à travers des interventions opérationnelles et des pratiques des parties prenantes impliquées dans le domaine du développement agricole.
- 2. Assurer l'appropriation et la transmission des approches et des outils développés aux partenaires locaux :** Le projet devrait continuer à poser les bases de l'appropriation des innovations testées par les partenaires locaux en identifiant des "champions" qui pourraient devenir des points focaux au sein de leurs institutions, afin de continuer à tester, développer et mettre à l'échelle les approches et outils.
- 3. Renforcer la cohérence interne de la partie financée par le FFEM sur son thème central tout en assurant des synergies avec le projet ASSET global :** Il est recommandé de continuer à présenter les progrès de la partie financée par le FFEM lors des comités et ateliers du projet ASSET dans son ensemble. En termes de calendrier de mise en œuvre, la fin de la partie financée par le FFEM devrait être alignée avec celle de la partie financée par l'AFD/UE et pourrait également être prolongée afin de faciliter le travail de capitalisation de ses activités, les liens avec les résultats de la partie financée par l'AFD/UE et leur diffusion. Un atelier spécifique en 2024 rassemblant tous les chercheurs impliqués est recommandé pour relier leurs résultats et contribuer à l'aboutissement global.